

SERENYSUN ENERGIES

**COMMISSION DE REGULATION DE L'ENERGIE
CONSULTATION PUBLIQUE N° 2020-001 PORTANT SUR LA
MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'EXPÉRIMENTATION PRÉVU
PAR LA LOI RELATIVE À L'ÉNERGIE ET AU CLIMAT**

Réponse de SerenySun Energies

2 mars 2020



Table des matières

1. Préambule	3
2. Observations générales	4
3. Réponse aux questions posées	5
3.1 Observations sur les critères d'éligibilité	5
3.2 Observations sur la procédure de dépôt des candidatures	5
3.3 Observations sur le contenu des dossiers de candidature	8
3.4 Observations sur le suivi des expérimentations	8
3.5 Autres modalités de mise en œuvre proposées	8

1. PRÉAMBULE

Ce document constitue la réponse de la société SERENYSUN ENERGIES SAS à la consultation publique de la CRE n°2020-001 portant sur la mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat.

SERENYSUN, est le pionnier des communautés territoriales d'énergie renouvelable. SERENYSUN développe en tiers investissement une production d'énergie solaire consommée localement et en temps réel, qui permet à tous les acteurs d'un même territoire (particuliers, entreprises, collectivités) d'œuvrer collectivement à la transition énergétique.

Nous proposons un modèle innovant d'offre énergétique sociétale, économiquement robuste, misant sur les technologies d'avenir, au service de l'atteinte des objectifs de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie.

Votre interlocuteur

M. Donald FRANCOIS, Président et fondateur de la société **SERENYSUN ENERGIES SAS**, est votre interlocuteur.

Les coordonnées de M. François sont les suivantes :

- Tél. portable : +33 6 08 28 04 94
- Email : donald.francois@serenysun.fr
- Adresse : SerenySun Energies SAS, 10, rue Edgar Degas, 13480 CABRIES

2. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Nous tenons tout d’abord à saluer les avancées que permet la nouvelle loi énergie climat et notamment la disposition relative à l’article 61 et la possibilité offerte aux sociétés et développeurs de projets innovants d’obtenir des dérogations à certaines conditions d’accès et à l’utilisation des réseaux et installations pour déployer à titre expérimental des technologies ou des services innovants en faveur de la transition énergétique et des réseaux et infrastructures intelligents.

Nous comprenons que cette disposition doit faciliter l’émergence d’expérimentation en faveur de la transition énergétique, pour que, à court terme (3 – 4 ans) le Ministère chargé de l’énergie et la CRE puissent avoir suffisamment de recul pour orienter aux mieux les législations et réglementations futures.

A ce titre, le dispositif qui sera retenu par la CRE pour traiter les demandes de dérogations doit selon nous :

1. Favoriser l’émergence d’un maximum d’expérimentation dans un délai court ;
2. Être aussi agile que possible pour réduire au maximum les délais d’instructions et les charges et coûts de traitement tant pour les porteurs de projet que pour la CRE et la DGEC ;
3. Être cohérent avec le cycle de développement des porteurs projets ;
4. Intégrer dès son initiation des orientations sur ce qui est considéré comme innovant et ce qui ne l’est pas ;
5. Être suffisamment souple et flexible pour évoluer au cours des premiers mois d’application.

3. RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES

3.1 OBSERVATIONS SUR LES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Concernant les critères d'éligibilité, notre compréhension de l'article de loi, dans son intention, est de faciliter les expérimentations en faveur de la transition énergétique, et ainsi favoriser l'atteinte des objectifs de la PPE.

Un des critères d'éligibilité énoncé est de « **Faire face à un obstacle réglementaire ou législatif clairement identifié** » :

Cette notion d'obstacle n'est pas énoncée en tant que tel dans la législation, aussi il conviendrait de ne pas limiter l'éligibilité à ce seul critère.

Concernant le tarif réseaux, il conviendrait de mieux préciser les modalités en ce qui le concerne. La législation encadre les dérogations possibles. **Elles portent sur les conditions d'accès et à l'utilisation des réseaux et installations résultant des titres II et IV du livre III et des titres II, III et V du livre IV du code de l'énergie.**

Nous considérons que le tarif réseau est **une des principales conditions d'accès** aux réseaux publics de distribution. À ce titre, nous suggérons que sur la période expérimentale (4 ans renouvelable une fois) d'éventuelles aménagements de ce tarif réseau puissent être considérées en tenant compte, par exemple, de l'impact financier de cet aménagement, si les autres critères innovants sont validés, bien entendu. L'adaptation du tarif réseau est en effet une variable qui facilite l'émergence d'expérimentations innovantes.

Les autres critères d'éligibilité proposés nous semblent cohérents.

3.2 OBSERVATIONS SUR LA PROCÉDURE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES

3.2.1 Processus de traitement des demandes et durées

Extrait de la législation :

« IV. - La Commission de régulation de l'énergie informe sans délai le ministre chargé de l'énergie et, le cas échéant, le ministre chargé de la consommation de la réception d'une demande de dérogation.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la demande de dérogation, le ministre chargé de l'énergie et, le cas échéant, le ministre chargé de la consommation peuvent s'opposer à l'octroi de tout ou partie de ces dérogations. La Commission de régulation de

l'énergie ne peut accorder ces dérogations qu'à l'expiration de ce délai. »

Le processus de dérogation institué dans la loi a pour but d'encourager et d'accélérer les innovations. Or, le processus proposé nous semble beaucoup trop long pour permettre l'émergence d'un maximum d'expérimentations dans un délai court :

- Il prévoit une période de 7 mois avant d'obtenir une réponse alors que la mise en œuvre de l'expérimentation peut dépendre de ces dérogations.
- A l'issue de ces 7 mois, le projet doit « boucler » les conditions de sa faisabilité et de son financement, ce qui impliquera un délai supplémentaire qui peut donc retarder d'un an voire plus le démarrage / réalisation de l'expérimentation.

Nous suggérons d'optimiser le processus pour intégrer la CRE et le Ministère chargé de l'énergie, en amont de ces expérimentations et ainsi réduire les délais d'instructions de 7 mois à 3 mois, entre le moment où le porteur transmet une demande et le moment où la CRE rend sa décision (fin de l'analyse approfondie).

Par ailleurs, afin de ne pas retarder la mise en œuvre de projets innovants, nous suggérons que les dérogations puissent intervenir alors même que le projet innovant a déjà été mis en service, par exemple dans l'année qui suit, les porteurs du projet assumant l'ensemble des risques (en cas de non-obtention de la dérogation par la CRE)

3.2.2 Notion de « guichet »

La notion de guichet est bien adaptée au processus actuel des Appels d'Offres CRE, mais n'est pas adaptée au traitement fluide et rapide des futures demandes de dérogations. Pour mieux se caler à la réalité du développement de ces projets expérimentaux, et réduire les délais de traitement, nous proposons de mettre en place un processus au fil de l'eau (à l'instar d'autres dispositifs administratifs qui évoluent dans ce sens) pour étudier les demandes tout au long de l'année, dès qu'elles sont reçues, plutôt que de définir 2 ou 3 guichets par an.

Dans la mesure où il n'y a pas de notion de quotas ou de nombre maximal de dérogations, il n'est pas nécessaire d'attendre la clôture d'un guichet pour démarrer l'étude d'éligibilité, et d'informer le ministère des demandes reçues.

Dans un souci d'efficacité du processus administratif, nous proposons qu'un mode de travail collaboratif soit institué entre la CRE et la DGEC pour le traitement au fil de l'eau des demandes. Les intervenants des 2 équipes recevraient ainsi les demandes en même temps et pourraient se concerter plus rapidement sur l'évaluation de l'éligibilité et l'analyse approfondie.

Les avantages :

- Cela réduira considérablement le cycle de traitement des demandes ;
- Meilleure fluidité pour les équipes de la CRE chargées de l’instruction des demandes. Dans la mesure où les demandes seront reçues et traitées au fil de l’eau, l’organisation des moyens et des effectifs sera optimisée (en évitant notamment des périodes de surcharges correspondants à la date de clôture des guichets).
- Cela sera plus en phase avec le cycle de développement pour les porteurs de projets.

Concernant le processus de « délibération du collège de la CRE » : pour l’octroi de ces dérogations, est-ce que les statuts de la CRE imposent une « délibération » formelle ? Peut-on envisager, dans l’optique d’un traitement au fil de l’eau, une délégation de ces décisions d’octroi ? Les dérogations étant bordées dans le temps, les risques associés aux impacts techniques et financiers de ces dérogations peuvent être maîtrisés.

3.2.3 Attribution des dérogation et durée des dérogations

La législation prévoit des dérogations de 4 ans renouvelables 1 fois.

Pourquoi est-ce que la CRE « envisage que la durée des dérogations soit en moyenne de 18 mois, pour couvrir une durée supérieure à une année tout en privilégiant les expérimentations aux résultats rapides. » ?

Nous suggérons que la durée soit fixée à 4 ans d’emblée tel que stipulé par la loi. Si une expérimentation est plus courte (inférieur à 4 ans) la dérogation prendrait automatiquement fin à l’issue de cette expérimentation. Compte tenu des sujets qui feront l’objet de ces dérogations, une durée de « 18 mois en moyenne » ne sera pas suffisante pour en tirer les retours d’expérience.

Il est indiqué au §2.4 du document de consultation que « Pour chaque projet, en fonction de ses caractéristiques, la CRE pourra décider du périmètre exact de l’expérimentation, le cas échéant s’agissant du nombre de participants, de la zone géographique, ou du chiffre d’affaires maximal. »

Nous ne comprenons pas l’utilité de cette stipulation, et du rôle de la CRE sur ces aspects. Dans la mesure où le porteur de projet, par définition, va définir un périmètre et des objectifs sur la base d’une faisabilité technique et financière.

La remise en cause de ces paramètres par la CRE pourrait influencer sur la faisabilité même du projet. Il serait donc utile que la CRE explicite les risques qu’elle souhaite maîtriser via cette stipulation.

3.3 OBSERVATIONS SUR LE CONTENU DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Pas d'observation

3.4 OBSERVATIONS SUR LE SUIVI DES EXPÉRIMENTATIONS

Pas d'observation

3.5 AUTRES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE PROPOSÉES

Pas d'observation